

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024-014

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DONNÉE A MADAME LYDIA LACOSTE POUR UN COMMERCE AMBULANT DE RESTAURATION

Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code de Commerce,
Vu la délibération N°044-2021 du 20 Mai 2021 du Conseil Municipal instaurant un tarif de droit de place au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,

Considérant la demande en date du 11 Janvier 2024 présentée par Monsieur Lydia LACOSTE, gérante d'un commerce ambulant de restauration, domicilié 10 Rue Font Dame- 30900 Nîmes ;

ARRÊTE

Article N°1 : Mme Lydia LACOSTE est autorisée à occuper le domaine public aux fins exclusives d'exploitation d'un commerce ambulant de restauration, à l'emplacement suivant, jours et heures suivants :

- Parking du marché couvert, les Mardis de 9h30 à 15h00 et de 18h00 à 23h00.

Article N°2 : La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable du 15 Janvier 2024 au 30 Juin 2024.

Article N°3 : La bénéficiaire s'acquittera de la redevance d'occupation du domaine public calculée sur la base d'une emprise forfaitaire de 5 mètres linéaires, et fixée par le Conseil Municipal.

Article N°4 : En cas d'occupation souhaitée sur un emplacement ou à une date autre que ceux énoncés à l'article 1 du présent arrêté, la bénéficiaire devra adresser une demande spécifique à la mairie, 15 jours au moins avant la manifestation. L'autorisation donnée fera l'objet d'un arrêté municipal spécifique.

Article N°5 : Le bénéficiaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration ou de salissure constatée par un agent assermenté, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs de la bénéficiaire.

Article N°6 : La bénéficiaire devra laisser un espace suffisant entre son véhicule et la chaussée de circulation automobile suffisant pour permettre la circulation ou le stationnement piéton en toute sécurité. Cet espace devra notamment tenir compte des contraintes de déplacement des personnes à mobilité réduite.

Article N°7 : La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le bénéficiaire, des conditions précitées.

Article N°8 : La présente autorisation pourra être provisoirement suspendue pour tout motif d'intérêt général, notamment l'organisation de manifestations publiques à l'initiative ou autorisées par la commune. Le bénéficiaire en sera informé au moins une semaine à l'avance.

Article N°9 : Monsieur le Directeur Général des Services et les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet du Gard et à Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bouillargues / Bellegarde.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 15 Janvier 2024
Le Maire, Jean-Marie FOURNIER

